

MONGONGO

Journal école de Kisangani

Bimensuel | 4 avril 2011

N° 37

450 FC

L'eau sale, première cause du choléra

Depuis début mars, l'épidémie de choléra a fait plus de 40 morts sur plus de 700 cas recensés. Elle s'est déclarée dans la commune de Lubunga sur la rive gauche du fleuve où les habitants n'ont pas accès à l'eau potable et consomment l'eau sale du fleuve. Le manque d'hygiène est en effet, la première cause de cette maladie.

Depuis le 12 mars, une épidémie de choléra sévit dans la ville de Kisangani. Le quartier Wagenia dans la commune de Lubunga sur la rive gauche du fleuve Congo est le plus touché. Ici pas d'eau potable. L'unique source a tari pendant cette saison sèche. Même la saison de pluie n'arrange rien. "Quand il pleut, les eaux de pluies salissent la source et nous recourons à l'eau du fleuve", témoigne une habitante trouvée à la source. "Je suis ici depuis 8 h mais il est 11 h et je n'ai pas encore puisé l'eau", ajoute une femme enceinte. "Le rythme est de 20 litres par 30 minutes" ajoute une autre femme enceinte elle aussi. Dans ce quartier de plus de 1000 ménages, bâti essentiellement sur des rochers, tout se fait dans l'eau du fleuve : la cuisson, la lessive, la vaisselle, les toilettes, les bains.

Et les habitants boivent cette même eau. "Parfois, je puise l'eau du fleuve dans un récipient, je le laisse pendant quelques minutes, la poussière dissout puis je bois", déclare une dame d'une quarantaine d'années guérie du choléra et prenant son sérum oral à côté du centre de santé Saint André. A peine 10% de la population de cette commune a accès à l'eau de la Regideso.

Or le choléra se déclare généralement dans de tels endroits quand, faute d'eau l'hygiène est insuffisante et quand les gens boivent de l'eau souillée. On l'appelle "la maladie des mains sales". "L'approvisionnement en eau sûre et l'assainissement sont essentiels pour réduire l'impact du choléra et des autres maladies à transmission hydrique", précise ainsi l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Le choléra peut tuer en quelques heures quand il n'est pas soigné mais ceux qui sont traités à temps s'en remettent rapidement. Il est très contagieux. Les sources d'infection sont la vomissure, les selles, le cadavre, la peau, et les vêtements de la personne contaminée. Quand le choléra s'est déclaré dans cette commune, les contacts entre les malades et les personnes saines ont ainsi vite propagé la maladie. A Lubunga, les morts à l'hôpital par choléra sont enterrés par la Croix rouge sans passer par le domicile du défunt. Car pleurer les morts à la maison est un des facteurs de propagations. L'isolement des malades doit aussi être très strict.

Selon Sœur Caroline Ndjangosi, directrice de Saint André, il y a eu beaucoup de morts au début car la maladie n'était pas encore identifiée. "Nous avons perdu un frère de 21 ans et une fillette de 7 ans", explique Marie Ngwengo, une habitante les larmes aux yeux. Des proches font des prières de consolation. Sur la route, un homme désespéré revient de l'hôpital : "Il y a peu de changement ; elles (ses filles) vomissent toujours", déclare-t-il. Tout un quartier est endeuillé et inconsolable. Les localités environnantes comme Yakusu à 25 km en aval et le territoire d'Ubundu en amont du fleuve sont également touchées.

Des hôpitaux débordés

A l'hôpital général de Lubunga, la désolation se lit sur les visages des proches des malades. A chaque sortie d'un infirmier de la salle d'hospitalisation, la peur les gagne. Une équipe de la Croix rouge désinfecte les entrants et sortants. Les salles



Une salle d'hospitalisation à l'hôpital général de Lubunga © Mongongo

d'hospitalisation sont débordées. "On plaçait 2 à 3 malades sur un lit et beaucoup mouraient à domicile", témoigne le Dr Alou Mungamba, médecin directeur de cet hôpital.

On dénombre plus de 40 morts sur plus de 700 cas dans toute la ville. L'action concertée du gouvernement provincial, de l'OMS, de l'Unicef et surtout de MSF qui construit des tentes et approvisionne l'hôpital de Lubunga en eau, n'endiguent pas encore l'épidémie. Des campagnes de sensibilisations sont organisées dans les quartiers sur les pratiques d'hygiène. Pour se prémunir, le Dr Katenga, professeur d'épidémiologie à l'ISTM, conseille de "s'abstenir de manger les aliments exposés à la poussière, de boire l'eau en sachet, d'éviter des contacts physiques avec les malades de choléra, de se laver les mains avant de manger et après les toilettes, de bouillir l'eau".

Les gens savent aussi qu'ils peuvent se rendre rapidement à l'hôpital gratuitement avec une ambulance de secours en appelant le 081 076 11 69 pour tout cas de choléra dans la commune de Lubunga.

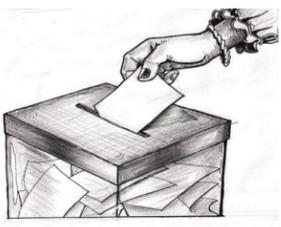
Selon Lily Liuti, infirmier titulaire du centre de santé Saint André, c'est la troisième fois que ce quartier est frappé par le choléra (1999 et 2000).

Christian Uzilo

Elections

Des cadeaux pour acheter les voix des électeurs

Des petits ponts, écoles, hôpitaux, sources d'eau sont construits dans les quartiers périphériques de la ville par des politiques et des potentiels candidats. Des ouvrages qui profitent à la communauté mais, pour la société civile, c'est acheter la conscience des électeurs.



Caricature Mongongo

A l'approche des élections, les politiques et les futurs candidats multiplient les dons à la population pour se faire bien voir. Ils jettent de petits ponts, financent les travaux d'assainissement des associations

des jeunes, soutiennent les malades en médicaments

et payent les factures des hôpitaux, construisent des monuments, des écoles, des centres de santé, payent les syllabus et soins médicaux des étudiants de leurs territoires font des dons aux églises,... Autant d'actions récupérées politiquement pour le compte du parti ou de l'individu. Appauvrie par plusieurs années de guerre, consciente que l'argent ainsi distribué a souvent été mal acquis, la population profite de la situation pour en demander toujours davantage. "Les élections approchent qu'ils ne se limitent pas seulement aux WC, nous manquons aussi d'eau...", exige Virginie Liata, vendeuse de poules au marché IAT.

"Lors de ma première visite dans une association dans la commune Kisangani en janvier dernier, les membres m'ont demandé d'arranger d'abord leur source d'eau potable avant de m'écouter", se souvient Didier Bassay, qui vise à être candidat à la députation provinciale. Comme lui, les futurs candidats posent des actions sociales pour marquer les esprits des habitants des quartiers. Ils paraissent avoir plus de moyens pour cela que l'Etat... Pour René Sileki, acteur de la société civile, "les hommes politiques tentent de fidéliser leurs électeurs par des actions durables qui contribuent au développement du milieu. D'autres renouent leurs liens coupés avec la base après les élections de 2006".

Plus d'actions sociales

"Nous allons la pousser à postuler", déclarait le 15 mars dernier, le président du fan club Agnès Lifeta de Lubunga, lors de l'adhésion de cette dernière au PPRD (Parti du peuple pour la reconstruction et le développement). "Elle a donné 180 bancs à l'école primaire Monseigneur Tshibafa à Mangobo, placé l'éclairage public à l'aide du générateur tout au long de l'ave-

nue où elle a construit une boîte de nuit à côté du marché Isomela à Lubunga, raccordé certaines avenues en eau potable", liste le président. Personne ne veut être en reste. Le député provincial Léon Basango et le ministre provincial de l'agriculture Jean Claude Esuka, ont remis des médicaments et nourritures aux malades de choléra à l'hôpital général de Lubunga. La fondation Darwezi (un proche du pouvoir) a construit en février dernier un pont à Lubunga, des toilettes au marché IAT et une école à Mangobo où chaque enseignant a reçu un vélo et la directrice une moto. Le député national Kamoni a construit le bâtiment administratif du bureau du quartier Wagenia.

Risque de manipulation et achat de conscience

Plusieurs autres personnes qui n'ont jamais fait de politique agissent ainsi sur leurs propres fonds ou grâce à l'appui caché des politiques qui exploitent leur qualité de leader du quartier espérant l'utiliser pour la campagne. "Nous ne savons pas comment le remercier ; nous allons lui donner nos voix s'il nous les demande", dit Abas Masumbuko qui habite à côté du pont réhabilité par la FONDES.

Ces actes ont tous le même but, se faire élire aux prochaines élections. "Nous comptons sur les votes des bénéficiaires de ces différents dons", déclare un membre de la FONDES. A travers les discussions, les populations savent que ces actions ont des visées électoralistes. C'est ainsi que les organisations de la société civile et des femmes, lors des réunions et sur les médias avertissent les électeurs à ne pas brader leurs voix contre des cadeaux illusoire (sel, pagne, t-shirts,...) comme en 2006.

Hortense Basea

A LIRE EN PAGE...

1 - L'eau sale, première cause du choléra
- Des cadeaux pour acheter les voix des électeurs

2 - Moïse, un enfant sacrifié pour guider son grd-père
- La réhabilitation du pont Tshopo
- ECHOS DE PROVINCE

3 - Les plantations d'hévéa reprennent vie
- Des rizeries locales dynamisent l'économie
- LA VILLE EN BREF

4 - Maji machafu ni mwanzo wa ugonjwa kipindupindu (choléra)
- Boko bato bakomi koposa mbano mpo 'te bapona bango

Ces articles relèvent de l'entière responsabilité de Syfia International et, en aucun cas, de l'UNIKIS

Moïse, un enfant sacrifié pour guider son grand-père aveugle

Toute la journée, tous les jours, Moïse guide son grand-père aveugle dans les rues de la ville pour mendier. Une vie de sacrifice pour cet enfant qui a dû quitter l'école et n'a jamais le temps de se distraire. Témoignage émouvant.

Je ne joue pas avec mes amis, je ne vais pas à l'école, je ne mange pas à ma faim, je n'ai pas de beaux habits", rapporte d'un air triste Moïse Kayombe, un enfant de 11 ans, de courte taille aux habits en lambeaux, orphelin de père. Il est l'un de nombreux enfants qui passent le plus clair de leur temps à conduire les aveugles qui mendient. Depuis 2009, relié par la canne, il guide son grand-père Alphonse Bulaya, aveugle, dans les coins et recoins de la ville pour demander l'aumône. Tôt le matin, il quitte le quartier Balese dans la commune de Mangobo à environ 5 km pour le centre ville. "Je connais tous les milieux très fréquentés de la ville", dit-il. De 7h à 19 h, ils apostrophent les passants et circulent entre les étals et boutiques des vendeurs, les églises, les bureaux, les débits des boissons... Au moindre arrêt de Moïse, Alphonse comprend qu'il est devant un potentiel bienfaiteur et lance un cri pitoyable en tendant la main : "sahidiya ! Lisalisi !!!" (Aidez moi). Moïse prend l'argent et le lui remet en lui soufflant discrètement le montant. Et ce dernier répond gentiment : "nzambe à pambola yo", (que Dieu vous bénisse). "Certaines personnes nous chassent et répondent méchamment parfois", regrette Moïse.

Une enfance sacrifiée

Le temps de Moïse est partagé entre les rues et le lit. "Nous nous réveillons aux environs de six heures. Chacun fait sa toilette ; puis on descend en ville pour ne rentrer que vers 19 h. Fatigués, nous n'achetons que la chikwange et les poissons grillés aux coins de la rue", raconte Moïse.

En deux ans, tout a basculé dans la vie de ce pauvre enfant qui a dû quitter l'école alors qu'il était déjà en 3^{ème} primaire. En 2009, un mauvais sort s'est abattu sur la famille de Moïse. "Après le grand-père et la tante, maman qui payait mes études est atteinte par la cécité ; je ne pouvais rien", dit-il d'un ton impuissant.

Issa, son jeune frère guide la tante et Marie, la grande sœur conduit leur mère. "Nous ne mangeons pas 5000 à 6000Fc par jour. Nous mangeons et l'autre partie de l'argent est épargnée pour certains problèmes comme les maladies", affirme Alphonse Bulaya. "Moïse est tout pour moi car personne ne peut s'occuper de moi", explique-t-il, les larmes aux yeux. "Grand-père cesse de pleurer", lui dit Moïse qui essuie ses larmes. Ce qui attire la compassion de rares personnes présentes pendant l'entretien.

Alphonse, conscient que l'enfance de Moïse est sacrifiée, souhaite cependant que quelqu'un l'aide afin son petit-fils reprenne le chemin de l'école pour préparer son avenir.

Christian UZILO

Travailler plutôt que mendier

Dans l'enceinte de la fondation Marie Antoinette "Orphelinat", des aveugles réunis en association cultivent depuis peu des potagers de légumes, fabriquent des vanneries et chaises en liane, des balais qu'il vendent pour gagner un peu d'argent. "Nous cultivons parfois vingt plantes bandes de ciboule (ndembi) mais on ne récolte que cinq à cause de vols", déclare Balemo Kotabele, président de l'Union nationale des aveugles du Congo qui regroupe 145 aveugles recensés à Kisangani. "Dans nos rencontres, nous interpellons les membres à ne pas descendre avec les enfants pour mendier", précise Balemo. Selon Alexis Lotoyano, directeur de l'orphelinat, son institution prend en charge la scolarisation de quelques enfants des aveugles. Mais les conditions socio économiques prennent souvent le pas sur ces discours de bonne intention.

C.U.



Travaux de réhabilitation du pont Tshopo © Mongongo

Réhabilitation du Pont Tshopo

Depuis le 11 mars, le pont Tshopo est en cours de réhabilitation. Les travaux consistent à remplacer les platelages (planches), serrer des boulons pour le passage des vélos et piétons et le repeindre pour lutter contre la rouille qui ronge les fers.

"La durée des travaux du pont est relative à la disponibilité des fers et la peinture d'antirouille en provenance de Kinshasa", explique Baudouin Kawa Lina, monteur de ponts.

En quatre mois, quatre personnes sont mortes tombées à l'eau à cause de planches manquantes sur ce pont. Bakalasi, un des passants sur sa bicyclette explique que "la traversée suscite la peur, le stress et l'angoisse".

Construit en 1952, le pont Tshopo mesure 40 m avec une capacité de 20t. Il est situé en amont des chutes et en aval des installations de l'usine de traitement d'eau Regideso et de la centrale hydroélectrique de la Tshopo. Les deux passerelles ne sont plus utilisées depuis des décennies car les fers sont rouillés. Tous les trois ou cinq mois, des planches de platelage sont détruites et traînent à être remplacées. Selon Didy Diasive, ingénieur et chef de brigade Pro-routes, qui fait les travaux, les mouvements de gauche à droite que fait ce pont montre que les boulons sont desserrés, il faut un travail sérieux pour éviter une catastrophe.

Selon l'ingénieur Joseph Sokola Kama, enseignant à l'Institut des Bâtiments et travaux publics, c'est d'un entretien et d'un suivi régulier qu'aurait besoin ce pont.

Armand Makansi

ECHOS DE PROVINCE

ISANGI : les enseignants sèchent les écoles pour la CENI

Depuis le 15 mars, les activités dans les écoles du chef lieu du territoire d'Isangi tournent au ralenti. Certains enseignants sont recrutés comme agents dans des centres d'inscription des électeurs. Les écoles choisies pour abriter ces centres et bien d'autres, surtout celles d'Isangi centre et celles de l'intérieur sont les plus touchées. A l'école primaire CODIS, trois enseignants sur six et leur directeur ont été absents pendant une semaine. A l'institut Yalikina, cinq professeurs sur 21 ont été engagés comme agents. A ces recrutements s'ajoute l'utilisation des salles de classe pour la formation des membres des centres d'inscription. A l'institut Yalikina, quatre salles de première année ont été occupées pendant une semaine obligeant des élèves à s'entasser dans de petites salles. D'autres ont été dans la salle des professeurs qui n'a ni banc ni tableau.

Le 19 mars, la plate forme des confessions religieuses pour le développement a jugé préoccupante la situation des élèves. "Comment les enseignants peuvent-ils accepter d'abandonner les élèves pour un travail passager ? Mieux vaudrait le donner à ceux qui n'ont pas d'emploi !", estime le pasteur Botulungano d'une Eglise de la cité d'Isangi. Les responsables de certaines Eglises mènent campagne pour que leurs fidèles prennent conscience du problème et appellent les enseignants à plus de responsabilité et de bon sens. Les élèves, en particulier les finalistes, se plaignent auprès des responsables des Eglises qui disposent d'écoles et dénoncent la passivité des autorités scolaires. Ils s'inquiètent de la multiplication des séances de récupération. "Nous avons des séances chaque jour de 6h à 8h et de 16h à 18h avant et après les heures de cours dispensées par les enseignants agents à la CENI", déplore un élève finaliste. Au moment où la société civile critique l'abandon des écoles par les enseignants, l'administrateur du territoire semble estimer qu'il n'y a rien à craindre, car les mêmes opérations avaient eu lieu en 2005 avec le concours des enseignants. Bernard Etokolombo, chef du bureau de liaison CENI à Isangi, rappelle qu'"un accord a été conclu entre la CENI et le ministère de l'EPSP (en charge de l'éducation, Ndlr) pour l'utilisation des infrastructures scolaires ainsi que du personnel enseignant."

Joseph Bassay

ISANGI : bouillir l'eau pour éviter le choléra

A Isangi, les rares puits, œuvres de la Croix rouge pour la plupart, et d'autres sources, ne fournissent plus d'eau à cause de la sécheresse. Chaque matin,

les femmes et les enfants arrivent en masse aux puits. Dans les quartiers, ces derniers n'ouvrent que le soir et le matin. Il en sort une eau qui dégage une odeur nauséabonde. Certaines familles, surtout celles qui habitent le long du fleuve et de la rivière Lomami, boivent, se lavent avec cette eau et l'utilisent pour la cuisson et la lessive. Le plus souvent sans prendre le soin de la bouillir, alerte un infirmier. Dans les centres de santé, on observe ainsi des cas de maladies hydriques, surtout chez les enfants. Les gens achètent beaucoup trop de médicaments (vermoxe) pour lutter contre ces maladies, renseigne un revendeur de produits pharmaceutiques. Les sensibilisations et les rencontres s'organisent dans les Eglises et les associations locales pour encourager la population à bouillir l'eau avant toute consommation. Cependant, les mauvaises habitudes et la pénurie font craindre des épidémies. Le 18 mars, le médecin chef de zone de santé rurale d'Isangi, le Dr Dieudonné Epeleka, a alerté l'administrateur du territoire de trois cas suspects de choléra.

Joseph Bassay

Bunia : L'eau manque dans les puits et les robinets

Depuis février, toute la cité de Bunia connaît une pénurie d'eau potable. Du 10 février au 3 mars 2011, l'eau n'a quasiment pas coulé des robinets. "La sécheresse de la rivière Nyamukau et l'état des matériels devenus vétustes sont à la base de cette situation", estime Bwazoka Mbula Dodo responsable local de la Regideso.

Les femmes se réveillent donc à 3h du matin pour effectuer 5 à 10 km. D'autres ménages louent des taxis motos pour transporter des bidons. Aux alentours des puits, des ménagères, des enfants de la rue utilisés comme main d'œuvre et des écolières se précipitent pour puiser l'eau impropre à la consommation. Pour faire face à la pénurie, les jeunes du quartier Kindia aménagent une source d'eau par leur propre initiative.

Des messages sont diffusés dans les médias invitant les populations à ne plus utiliser l'eau de la rivière pour prévenir les maladies hydriques. Selon la Regideso, le chef de l'Etat, lors de son dernier passage en septembre dernier, avait promis 1,7 million de dollars pour augmenter la capacité d'eau de 100 m³ à 300 m³ et desservir ainsi près de la moitié de la population de la cité de Bunia. Au niveau du district, en vue de réduire les maladies hydriques, depuis fin 2010, l'UNICEF finance la construction de puits dans plus de 150 villages de l'Ituri, dans le cadre de son projet "village assaini".

Ousmane Sylla

Ubundu

Les plantations d'hévéa reprennent vie

Après 20 ans d'abandon, les plantations d'hévéa de la route d'Ubundu sont de nouveau exploitées grâce à un partenariat avec Lobby Congo, une entreprise tanzanienne. Les paysans, qui récoltent le latex, sont satisfaits d'avoir de l'emploi mais espèrent mieux.

Depuis novembre 2010, la production du caoutchouc reprend petit à petit dans le territoire d'Ubundu à 128 km au sud de Kisangani, sur la rive gauche du fleuve Congo. A la grande satisfaction des paysans. Ceci grâce à une entreprise tanzanienne Lobby Congo qui a scellé un partenariat de 25 ans avec certains propriétaires de ces plantations (cinq jusque là). Durant les deux dernières décennies, les 26 plantations des colons, revenues à l'Etat après les mesures de nationalisation et de zairianisation, et de certains di-



Des paysans saignant les hévéas à Biaro sur la route Ubundu © Mongongo

gnitaires du régime Mobutu sont restées inexploitées. Le long de la route Ubundu, du PK 7 jusqu'à PK 17, on observe des milliers d'hévéas et des arbrisseaux dans les plantations abandonnées de l'Office Congolais de Café (ONC). "Les paysans conscients de leur richesse ont tout coupé sauf ces arbres", se réjouit Matthieu

Mapumba, superviseur de Lobby Congo à Biaro au PK 41. L'entreprise installe des cantines alimentaires (des bidons d'huiles, des sacs des farines, du riz, poissons salés) dans les campements, accorde des soins médicaux et octroie des cadeaux aux paysans qui réalisent plus de 10 000 litres de sève par mois.

Production timide mais encourageante

"Je saigne par jour plus de 80 litres de latex", explique Kisubi Shadai, un paysan trouvé dans la plantation de Biaro. Un litre est acheté à 60 fc auprès des paysans. La collecte se fait par une incision d'au moins 5 cm de l'écorce de manière à ce que le latex s'écoule sur une feuille puis se déverse dans un morceau de bambou taillé en forme de bouteille.

"Nous commençons vers 5 h du matin, et revenons à 11 h pour collecter", témoigne Igondjwa trouvé sous les hévéas à Biaro. De part et d'autre, des abords de la route, des seaux en plastique remplis de latex attendent un triporteur (une moto à trois roues) pour les ramener à l'usine. Sur place à Biaro, le latex récolté est pressé pour enlever l'eau et séché au soleil, par manque de séchoir, afin d'obtenir des morceaux de caoutchouc. "Nous les emballons en rouleaux de 50 kg pour les exporter en Tanzanie. Plus de 10t sont déjà disponibles", explique Matthieu Mapumba. "L'engouement des paysans n'est pas encore perceptible. Plusieurs autres plantations doivent être remises en état. Tout le monde veut travailler dans les 150 ha déjà entretenus à Cafco, Ndjale, Lilo", précise-t-il. Sur ordre du ministre provincial de l'Environnement, l'inspecteur territorial de l'agriculture, Bawoya Etienne recense depuis le 21 mars les propriétaires de ces plantations car tous ne disposeraient pas de titres de propriété légaux.

En janvier dernier à Biaro, les journaliers ont fait grève pour revendiquer la majoration de prix d'achat de 60 fc à au moins à 200 fc le litre et un contrat de travail. L'un des responsables de Lobby Congo appelle à la patience car l'exploitation n'est qu'à sa phase expérimentale. "De nombreux jeunes ne cultivent plus pour extraire le latex mais gagnent peu", s'indigne un chef local qui constate aussi une flambée des prix. Une bouteille d'huile de palme est passée de 300 fc à 500 fc.

Hortense Basea.

Territoire d'Opala

Des rizeries locales dynamisent l'économie

Depuis quelques années, des opérateurs économiques du territoire d'Opala, installent des rizeries le long de la route à la grande satisfaction des habitants qui ne sont plus contraints d'aller à Kisangani. Mais le mauvais état de la route ne permet pas toujours aux acheteurs d'arriver jusqu'aux producteurs.

Le long de la route Opala, du PK 50 au village Lomani (200 Km) et dans d'autres villages, près d'une trentaine de rizeries ont été implantées par des opérateurs économiques locaux et des coopératives d'agriculteurs. "Nous avons repris l'idée d'implanter ces usines lors de nos voyages à l'Est chez nos frères Nande", explique l'un des patrons qui gère trois rizeries sur cet axe. C'est depuis 5 ans, que ces décortiqueuses placées dans des maisons en terres battues s'installent progressivement à la grande satisfaction des paysans. Ces machines fonctionnent avec du gasoil (mazout) et sont placées à coté des ruisseaux pour refroidir les moteurs.

"Les frais de transport, les taxes et amendes payées aux barrières, les risques de voyage sur l'eau, le temps qu'on devait perdre d'ici à Kisangani sont réduits", se réjouit Seguin Tula Tula, un paysan. Le travail de femmes est assoupli. Elles ne pilent plus le paddy. "Depuis l'arrivée des rizeries, je ne mange que le riz de la machine (riz traité)", affirme, souriante, une paysanne. Décortiquer un kilo de paddy coûte 30 fc sur place contre 45f c à Kisangani. "Avec ce prix abordable nous parvenons à usiner notre paddy localement", dit Lienge Daniel, pasteur d'une église locale.

Mais cela ne fait pas l'affaire des rizeries de Kisangani. Certains gérants, reçoivent de moins en moins de paddy : "On traitait 200 à 300 sacs de paddy par mois, mais actuellement on atteint difficilement 50 sacs". En plus, "à Kisangani, il y a trop de tracasserie des services de l'Etat", s'explique Joël Essengo,

un directeur d'école qui fait de l'agriculture. "Ceux qui oeuvrent en brousse conquièrent les marchés car les paysans n'aiment pas trop ces tracasseries. Mais nous continuons à travailler car la ville est entourée maintenant des cultivateurs", constate cependant Eric Ibwala, propriétaire d'une rizerie

Sur la route Opala, certains commerçants traitent le riz à crédit et payent après la vente. Les rizeries décortiquent entre 20 et 25 sacs de paddy par jour. Cependant, les producteurs ont parfois du mal à vendre. L'implantation de ces rizeries relance également la production. Les paysans se regroupent pour cultiver de grandes étendues et bénéficier des récoltes à tour de rôle. Ce qui leur permet de se procurer de biens de valeur : vélos, motos, moulins, rizeries,...

Des postes à souder fonctionnent simultanément avec la décortiqueuse grâce aux générateurs. "Le porte bagage de mon vélo était cassé et j'ai fait seulement le déplacement de 7 km pour trouver la solution", se réjouit Thais Ilangi, un habitant. Cependant, le mauvais état de la route ne permet toujours pas aux acheteurs d'aller vers eux. La grande partie de la production est acheminée à Yanonge, un centre commercial situé au bord du fleuve entre la cité de Yangambi (58 km) et le territoire d'Opala (73 km).

La route dégradée enclave le territoire

Erosions profondes, nids de poules, bourbiers, eaux stagnantes, hautes herbes, bambous, ponts cassés, sable... Arriver là depuis Opala, territoire situé à 264

km de Kisangani est de plus en plus long. Pour les usagers, c'est un parcours du combattant. "De Kisangani à Lobaye 102 km, j'ai fait une semaine au lieu d'un jour à l'aller. Au retour, j'ai déjà passé 11 jours pour 55 km", regrette Oscar Bolombe, un chauffeur, trouvé au PK 46 entrain de réparer son véhicule. "La route a vieilli et mérite d'être reconstruite", constate Franck Mokonzi, un enseignant. "Le véhicule tombe en panne, les amortisseurs cassés, ce qui nous fait perdre du temps", ajoute Oscar.

Les habitants et les camionneurs font ce qu'ils peuvent. Les chefs des villages des PK 24 et 55 rassemblent les jeunes qui bouchent certains trous. "On n'a pas d'outils, nous sommes fatigués d'envoyer des rapports aux autorités", se désole un habitant à 41 km. Au PK 35 sur la rivière Lyenge, un pont est détruit depuis novembre 2010 avec des érosions qui menacent les deux rives. Au PK 40, l'érosion de 2 à 3m de profondeur mange la route.

Les travaux de réhabilitation amorcés par le gouvernement provincial en 2010, sont suspendus au pont Osio à 17 km. Depuis le 22 février 2011, le gouvernement central a envoyé un bac pour la traversée sur la rivière Lobae.

Opala est le grenier de la ville de Kisangani. Il fournit le riz, le manioc, les bananes plantains, l'huile de palme,..."Si les autorités reconnaissent la production et la qualité du riz d'Opala, elles n'ont qu'à arranger cette route comme les autres", recommande l'agronome Fundi Imonge, rencontré à Lobae.

Armand Makanisi

LA VILLE EN BREF**Les femmes de Kisangani solidaires avec le Haut et Bas-Uélé**

Les femmes des Eglises, d'associations, de commerçantes, de travailleuses... ont marché le 19 mars en blouses noires pour protester contre les exactions des LRA surtout le viol des femmes dans le Haut et Bas-Uélé. Mains sur la tête, elles ont scandé des chants hostiles aux rebelles de LRA. A l'esplanade de la poste, point de chute de la marche, compatissant avec leurs consoeurs elles ont prié pour la paix durable en RDC. La représentante des manifestantes estime qu'entre 2008 et 2011, environ 4 000 personnes ont perdu la vie et que plus de 1 200 enfants et 2 500 adultes ont été enlevés. En outre, des villages entiers ont été rasés, des filles et des femmes violées, mutilées, amputées, des jeunes garçons recrutés de force, des communautés locales ont été utilisées comme bouclier humain. De nombreuses familles sont sans abri et les activités champêtres sont paralysées.

Dans leur mémo, les manifestantes demandent au président de la République de considérer la LRA comme une question prioritaire de sécurité nationale au même titre que les FDLR et les Interhamwe. Selon elles, le bon déroulement des élections en dépend. Elles demandent au Conseil de sécurité des Nations unies d'actionner la procédure d'arrestation et de transfert de Joseph Kony, le chef de la LRA, à la CPI.

Le gouverneur de la province a indiqué que des dispositions sont prises pour que

l'insécurité dans le Haut et Bas-Uélé prenne fin avant la tenue des élections.

De son côté, la Société civile force de l'orientale (SOCIFOR) a tenu à Kisangani un point de presse sur la situation sécuritaire et humanitaire dans le Haut et Bas-Uélé. Selon Delvaux Ateny, son président, les rebelles de la LRA continuent à tuer et à incendier des maisons de civils. Les populations sont dans la forêt sans aide, ni nourriture, ni habits et leur participation aux élections est hypothétique. La SOCIFOR demande au gouvernement de ne pas minimiser la situation et de renforcer la sécurité, car un seul civil mort, c'est un mort de trop.

Les espoirs de la société civile

Le 18 mars dernier, Alain Djate, de Christian Aid, a présenté aux organisations de la société civile de Kisangani le Fonds société civile pour la bonne gouvernance. Selon lui, ce mécanisme vise à financer des organisations en vue de renforcer leur travail de promotion des droits des citoyens et de les amener à demander des comptes aux dirigeants. "Le succès d'une bonne gouvernance dépend de la perception des citoyens qui demandent une grande redevabilité des gouvernants". 125 à 150 organisations locales de la société civile seront ainsi financées chaque année durant quatre ans à hauteur de 5 000 à 300 000 \$. Plus d'informations : +243 9902001498 / +243 992001510 ou information@fsc-rdc.org ; www.fsc-rdc.org

Maji machafu ni mwanzo wa ugonjwa wa kipindupindu (choléra)

Mwanzoni wa mwezi wa tatu, ugonjwa wa kipindupindu (choléra) umeuwa watu 30 kati ya wale 500 waliongojwa. Ugonjwa umejitokeza katika mtaa wa Lubunga, huko ngambo ya bahari ambapo, kwa kakosa maji ya kunywa masafi, wakaaji wamekuwa wakinywa maji ya bahari. Hakika, uchafu ni sababu ya kwanza inayoleta choléra.

Tangu tarehe 12 mwezi wa tatu, choléra imeteketeza watu mjini Kisangani hasa Quartier Wagenia mtaani Kisangani, huko ngambo ya bahari ambapo maji ya kunywa masafi kakosa kabisa kufatana na kisima chao kimoja kukauka wakati wa kipwa. Hata wakati huo mvua inaponyesha bado kisima ni chenye kukauka. “Maji ya mvua imekuwa inachafua kisima ndipo tumetumia maji ya bahari” amesema mkaaji huyo kisimani. “Nipo hapa tangu hasubui mapema, sasa imefika 11 heures bado sijachota maji” amesema bibi mwenye mimba huyo. “Kwa kuchota litres makumi mbili inaomba minutes 30” ameoengeza kusema bibi wa mimba mwingine. Zaidi ya nyumba 1000 katika quartier hii imejengwa juu ya majiwe ; na maji ya bahari katumiwa kwa yote, iwe kwa kupika chakula, kufua nguo, kusugua masaani, kwenda choo ao kukoga.

Wakaaji kanywa maji yaleyale. “Kuna saa, ninapotega maji ya bahari, nimeacha mda mchache uchafu uteremke mbele ya mimi kunywa” amesema bibi huyo kisha kupona ugonjwa wa kipindupindu (choléra) kwenye hospitali ya Saint André. Karibu 10% tu ya wakaaji mtaani humo ndio wametumia maji ya REGIDESO.

Choléra inajitokeza sana nafasi kama ile sababu ya watu kutumia maji machafu kwa ukosefu wa maji masafi. Choléra imeitwa “ugonjwa wa mikono michafu”. Shirika la OMS linatangaza kuwa “Maji masafi na usafi mazingira ni mojawapo wa vitu vinavyopunguza choléra na magonjwa mengine”.

Isipotunzwa upesi, choléra inaua na kuambukiza vikali kwa mda mchache. Kupona ni kwepesi unapotunzwa haraka. Inaambukiza kupitia vitapishi, choo, kugusana, maiti na nguo ya aliyegonjwa. Ilipotokea katika mtaa wa Lubunga, choléra iliongezeka sana wakati wagonjwa walishirikiana na wasiogonjwa. Mtaani Lubunga, maiti ya choléra imekuwa ikizikwa na wa Croix Rouge moja kwa moja toka hospitali sababu kulia maiti kama hii nyumbani ni hatari ya kuambukizwa.

Sherti kuwatenga mbali wagonjwa.

Kwa mjibu wa Sœur Caroline Ndjangosi, mwongozi wa Centre de santé Saint André, mwanzo watu walikufa sana sababu haikujujikana ni nini. “Tulifiwa kaka yetu wa miaka

21 pamoja na msichana wa miaka 7” amesema Marie Mwengo machozi ku macho. Watu wawili pembeni yake wakifanya sala ya maombolezo (prière de consolation). Njiani, bwana mmoja akiwa na wasiwasi ametoka hospitali akisema “Hakuna la heri, bado watoto wangu wanawake wameendelea kutapika”. Quartier nzima imapatwa na kilio. Hata vijiji vya Ubundu juu ya bahari pamoja na Yakusu kilometa 25 chini ya bahari vimepatwa na ugonjwa wa choléra.

Mahospitali imejaa

Kwenye Hôpital général ya Lubunga ndugu ya wagonjwa ni wanyonge (tristes, pris de désolation). Kila mganga akitoka nje wameshtuka. Watu wa Croix Rouge wamewapatia vyombo vya kujikinga wanaoingia na kutoka mlangoni. Ndani huko hospitali imejaa kabisa. “Tuliwapanga wawiliwawili ao watatuwatatu kwenye kitanda kimoja ; na wengi wamefia nyumbani” amesema Docteur Alou Mungamba, mwongozi wa hospitali.

Wagonjwa 30 wamekufa kati ya wale 500 waliongojwa. Bahati ni kuwa hali imeanza kutengenea. Tangu tarehe 20 mwezi wa tatu, hakuna maambukizo na vifo vimepunguka kwa msaada wa serkali ya jimbo, Organisation Mondiale de la Santé, UNICEF pamoja na Médecins Sans Frontières, shirika ambalo limejenga hema na

kutia maji masafi katika mtaa wa Lubunga. Campeni katika ma quartiers vilevile imewaelezea watu njia za kulinda usafi.

Kwa kujikinga, docteur Katenga, profesa ku ISTM ametoa mashauri akisema “mtu asile chakula kisichofunikwa, asinywe maji ya sachet, asigusane na wagonjwa wa choléra, inafaa kusugua mikono mbele ya kula na kisha kwenda choo”.

Anayepatwa na choléra anaweza kuita ambulance ya bure kwenye namba ya téléphone 081 076 11 69. Lily Liuti, infirmier titulaire wa Centre de santé Saint André, amesema kuwa hii ni mara ya tatu quartier hii kupatwa na ugonjwa wa kipindupindu, mara ya kwanza mwaka 1999, ya pili 2000 na ya tatu mwaka huu.

Christian Uzilo



Boko bato bakomi kopesa mbano mpo 'te bapona bango

Bato ba-politiki bakomi kotonga gbagba, biteyelo, mpitalo mpe kobongisa maziba ma mai na ba-quartier. Yango ezali na litomba kasi mpo na lisanga lya bana nsomi, bato ba-politiki bakomi kosala misala mina na ntina 'te bapona bango.

Awa maponomi mapusani, baye balingi bapona bango bakomi kopesa mbano noki noki na bana mboka na ntina 'te bayebana : bazali kotiya gbagba ike (passerelles), kopesa mosolo mpo ya kosalisa masanga ma bilenge, kosunga bakoni na mino mpe kofutela bango lopitalo ; kotonga bikeko bya lokumu (monuments), biteyelo, bisika bya bokolongono bwa nzoto, kosombela bayekoli ba territoire ya bango syllabus mpe kofutela bango lopitalo, bakisa lisusu mabonza bazali kopesa na biyamba... Wana ezali misala bakomi kosala mpo ya lokumu ya parti to ya moto songolo. Lokola bobola esili kokotela bana mboka nsima ya bitumba, mpe awa bayebi 'te mbongo bazwi ezali na nzela elongobani te, bana mboka bazali kozwa yango na bosengaka 'te baba-

ndenge 'te bapona lisusu bango na nzela ya misala mikoumela mpe mikopesa ntombwa na mboka. Basusu bazangaki kosolola na baye baponaka bango kala na 2006 bakomi kolanda bango na masolo lelo.

Misala mpo ya lokumu ya mboka

“Tokosala 'te atiya elongi ya ye”, elobaki mwa 15 ya sanza eye mokambi wa fan club Agnès Lifeta ya Lubunga ntango ayingeli o lisanga PPRD. “Apesaki lisusu bancs 180 o eteyelo Monseigneur Tshibafa ya Mangobo, atiyi mwinda na balaba wapi atongaki boîte de nuit pene na zando Isomela na Lubunga, mpe kokotisa mai na boko avenue”. Nani atikala nsima. Député provincial Léon Basango na ministre wa agriculture Jean Claude Esuka, bapesaki mino na bilei na bakoni ba choléra o lopitalo lonene ya Lubunga.

Fondation Daruwezi etongaki na nsaza ya mbale gbagba yoko o Lubunga, zongo o zando ya IAT mpe eteyelo yoko na Mangobo wapi apesaki na balakisi banso kinga mpe tukutuku mpo ya dikitele wa bango. Député national Kamoni atongaki bilo ya quartier Wagenia.

Ezali wana kosomba mitema mya bato

Basusu basala politiki te bakosalaka bongo na makoki ma bango moko to na lisalisi lya bato ba-politiki bazali nsima ya bango mpo na kolengele maponomi. “Toyebi ndenge ya kotondo bango te; tokopona ye soko asengi biso bongo”, elobi Abas Masumbuko avandi pene na gbagba ebongisamaki na FONDES (Fondation Daruwezi pour le développement social).

Misala minso mina mizali se na ntina yoko : kosala 'te baponama . “Tozali kolikya na baye banso bazwaki lisalisi lya biso”, elobi moko wa lisanga FONDES. O masolo ma bango, bana mboka bayebi 'te manso mana ezali se mpo ya bolengeli maponomi. Yango wana masanga ma bana nsomi na baye ya ba-mama o makita ma bango to o nzela ya radio mpe télévision, bazali kokebisa baye bakopona na ntina 'te bapesa bilembo bya bango te na baye bakomemela bango mbano lokola : mungwa, maputa, tricots...lokola esalemaka o mobu mwa 2006.

Hortense Basea



kisela bango mingi koleka. “Maponomi mabelemi, esengeli te 'te batongela biso bobele ba WC; tozangi mai...” elobi Virginie Liata, moteki ya nsoso o zando ya IAT.

“Ntango nakei mpo na mbala ya yambo kotala yoko lisanga ya commune Kisangani na nsuka ya nsanza ya yambo, batindaki ngai na bongisela bango liziba lya mai yambo 'te na solola na bango”, elobi Didier Bassay, oyo alingi azala député provincial. Baninga baye basusu bazali kosala misala se mpo ya kobenda bana ya quartier mpo bapona bango. Bazali kolakisa 'te bazali na mokoki mingi koleka leta... Mpo na René Sileki wa société civile, bato ba-politiki bazali koluka

MONGONGO

Journal école de Kisangani

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO

journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli

Tél : +243(0) 81 200 63 99

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Equipe rédactionnelle :

Trésor Boyongo, Christian Uzilo, Hortense Basea, Lambert Lambe, Nathasha Kongolo, David Malisi, John Sindani, Nadia Midesso, Trésor Mokiango, Gabriel Famba, Armand Makanisi, Odette Kaseka, Lyly Bendea, (étudiants en Sciences de l'Information et de la Communication/Unikis)

Correspondants en province :

Isangi : Joseph Bassay

Ubundu : Fidèle Utula

Bondo : Vermont Kote

Isiro : Richard Tandro

Buta : Collard Limbombe

Bunia : Ousmane Sylla

Traduction :

Lingala : Pierre Komba

Swahili : Jean Fundi

Dessin : Roger Bamungu

Distribution, marketing et maquette :

Jimmy Bakelenge

Tél : +243(0) 85 338 93 25

Supervision et formation :

Syfia international

contact@syfia.info

Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

Abonnement annuel (24 numéros) 20 \$.

Abonnement de soutien 50 \$ minimum.

Points de vente : Bibliothèque centrale, Faculté des sciences et Cyber café Batam de l'Unikis, Gradi-Jeunes, La poste, Bld Hassan II C/Lubunga, Paroisse Christ Roi C/ Mangobo et ISTM Kisangani